

Au sujet du jugement de la commission de Genève, il est inutile de remarquer que tout le monde n'est pas également satisfait : il n'y a pas encore d'exemple de deux plaideurs sortant de cour, après jugement, parfaitement contents du résultat, chacun de son côté. Malgré l'habileté incontestable avec laquelle notre siècle a surmonté les difficultés les plus étonnantes, réunis les éléments les plus incompatibles, en apparence, triomphé presque de l'impossible même ; il n'a pas pu réussir à trouver une manière de juger qui mit toutes les parties exactement d'accord. Il y aurait peut-être lieu de faire une exception honorable en faveur du système de la Commune, qui atteint la perfection du genre en enveloppant dans un même massacre les opinions du juge et celles des plaideurs ; mais ce système n'est pas assez généralement reconnu, et nous ne sommes pas encore assez avancés dans les voies de la perfectibilité pour l'admettre, ou plutôt le tolérer, autrement qu'à titre d'exception. Voilà pourquoi, comme nous le disions plus haut, la sentence arbitrale a soulevé de gros mécontentements ; en somme pourtant, elle paraît juste et est admise comme telle par la majorité, chez les deux peuples intéressés. Cette sentence est signée par C. F. Adams, le comte Sclopis, Jacob Staempfli, et le baron d'Itajuba ; elle condamne l'Angleterre à rembourser aux Etats-Unis, la somme de 15,500,000 piastres, payable sous un an, pour tous dommages, sur les différents chefs soumis. Sir Alexandre Cockburn, commissaire représentant l'Angleterre, a naturellement différé d'avec les autres arbitres. Son dissentiment est enregistré ; quant aux motifs sur lesquels il s'appuie, ils ne sont pas encore parfaitement connus, attendu que le savant lord ne les a pas encore mis devant le public. Il s'occupe, toutefois, activement de la rédaction de son protêt qui viendra bientôt, non pas précisément donner une nouvelle phase à la question, puisqu'elle est jugée et finalement jugée, mais créer peut-être une dernière sensation, un écho d'adieu, autour de ce grave différend qui a occupé pendant si longtemps la presse de notre continent comme celle de l'Europe.

Les réflexions des journaux, à ce sujet sont assez amusantes, pour ceux, du moins, qui ne sont pas intéressés et qui forment la galerie. L'Angleterre a été vendue ! disent ceux d'un certain parti ; et, à part l'argent que ce jugement lui coûte, elle subit encore une humiliation contre laquelle toute la fierté du peuple anglais devrait se révolter. — Vous vous trompez, répond l'autre parti, et votre aveuglement vous rend injustes. Nous avions devant nous la perspective d'une guerre qui nous aurait coûté des centaines de millions, peut-être plusieurs milliards, (l'exemple de la France doit nous faire réfléchir), et voilà que tranquillement, sans effusion de sang, sans brûler de poudre, et sans ébranler aucun trône, nous réglons cette affaire pour la somme insignifiante de quinze millions ! Nous devons nous estimer parfaitement heureux et faire une ovation à nos juges. Aux Etats-Unis, les commentaires sont à peu près les mêmes et tiennent la même note. Le *World* et le *Herald* de New-York, surtout, contiennent des plaintes amères. — Voilà quatre mois, disent-ils, que les arbitres passent à Genève, se faisant la vie douce, et donnant, tous les deux ou trois jours, une minute aux affaires, entre un bal, une course et un dîner ; et pour arriver à quel résultat ? Le payement seul et sec de 15 millions, sans excuses, sans réflexions contre l'Angleterre, ou en faveur des Etats-Unis ; nous aurions mieux aimé ne rien avoir du tout : l'argent est un vil métal, et le moindre mot d'excuse eût davantage satisfait les exigences de notre honneur attaqué ! D'une grande question le conflit est dégénéré en une simple affaire de police."

Il est probable que l'on chantera sur une autre note, si les versements du vil métal se font attendre. La conclusion logique qui s'échappe de ce mécontentement, c'est que Grant est le grand coupable et la cause première et principale de cet inique jugement. Le ton du reste de la presse est plus modéré, et, disons-le, plus raisonnable. Car, quelque justice qu'il y ait dans le reproche que l'on fait aux arbitres, d'avoir dîné peut-être un peu trop souvent, et d'avoir terni l'éclat de leur cravate blanche plutôt au bal que sur le banc, il n'en est pas moins vrai de dire que le résultat de l'enquête indique un travail consciencieux, bien commencé, bien conduit, et heureusement terminé. Il est certain que la commission, par son action prudente, a épargné aux deux parties intéressées de grands désagréments et une tâche qu'elles n'auraient pas pu accomplir elles-mêmes sans les plus fortes dépenses et les plus sérieux dangers. Quoiqu'il en soit, c'est une chose réglée, et il est à espérer qu'elle sera maintenue dans le domaine des faits accomplis.

Une autre question qui a préoccupé, et qui préoccupe encore la presse de tous les pays, c'est l'entrevue du czar, de l'empereur François-Joseph, et de l'empereur Guillaume, à Berlin. Il est de fait que les trois souverains ne se sont pas rencontrés, dans la capitale prussienne, dans l'unique but de se saluer, de se décorer les uns les autres et de se nommer colonels dans leurs bataillons réciproques. Une chose qui paraît assez admise, c'est qu'Alexandre II s'est peut-être fait inviter un peu de force à cette conférence, où il craignait que les deux empereurs, autrichien et prussien, ne lui jouassent quelque tour du au génie inventif de Bismark. On sait d'ailleurs que l'ennemi naturel de l'Autriche est la Russie, comme la France est celui de la

Prusse. Par l'union austro-allemande, les deux puissances se seraient ainsi protégées mutuellement et auraient pu paraître invincibles. Le czar a sans doute gâté considérablement ces beaux plans en se mettant de la partie, et l'empereur François-Joseph est peut-être celui qui y perd le plus. Bismark a bien aussi sa part de craintes, cependant, et il dit "qu'il est à désirer que l'histoire s'arrête pour un temps" ; nous ne savons pas si son souhait se réalisera, mais ce qui est évident, c'est que l'empire d'Allemagne est moins solide qu'il ne le paraît ; les mécontentements commencent à se faire jour. Après l'ivresse du triomphe vient la froide addition de la note et le coût des verres cassés, ce qui rend toujours le réveil maussade. L'Allemagne s'aperçoit que, pour s'être fait remarquer par le roi Guillaume, sur le chemin de la gloire elle s'est complètement engagée, noyée dans la Prusse ; elle cherche à se dégager, à revenir à flot. Il est probable que c'est cette partie de l'histoire, cette portion du mouvement que M. de Bismark aurait le plus à cœur d'arrêter.

En France, la situation semble rassurante. Le procès de Bazaine, sur des chefs qui intéressent tant la nation, continue d'attirer l'attention publique. Il se poursuit avec vigueur, et révèle des faits d'une grande gravité. On croit que le public pourra être admis aux audiences, vers le milieu de novembre prochain ; ce qui aura pour effet de satisfaire bien des curiosités éveillées, et surtout d'éclairer l'opinion. Il paraît, toutefois, que le calme du maréchal semble déjà l'avoir abandonné, depuis l'audition de certains témoins. Il est en proie à une surexcitation extraordinaire, et plusieurs fois, son état a nécessité la remise au lendemain d'interrogatoires déjà commencés.

Edmond About vient de s'échapper heureusement de la griffe des Prussiens. On sait la part éclatante que cet écrivain distingué a prise dans l'œuvre de ceux qui ont entrepris de consoler les douleurs de l'Alsace et de la Lorraine et de réchauffer l'esprit français que les malheurs de la guerre pouvaient avoir attiédi dans ces provinces si éprouvées. Le prince de Bismark n'a pas vu cette propagande d'un bon œil ; Edmond About a été arrêté et jugé par une cour martiale. Après avoir été tenu longtemps au secret, il a enfin été relâché, sur défaut de motifs suffisants pour l'incriminer. Il serait peut-être aussi raisonnable de penser que ce jugement miséricordieux — si peu en rapport avec les habitudes et les goûts prussiens —, est plutôt dû aux protestations énergiques que la presse a fait entendre de toutes parts contre l'acte sauvage du prince-chancelier. Car, enfin, si M. About a écrit ou dit quelque chose de désagréable aux oreilles tudesques, les autorités, le sachant sur le territoire prussien, ne devaient-elles pas lui signifier l'ordre de vider les lieux dans un certain délai ; et le faire même, sur son refus d'obéir, conduire de force hors de la frontière ? Il n'y a qu'une opinion là-dessus ; mais l'arrestation était plus conforme aux appétits du prince, c'est pourquoi il a employé ce moyen, quitte à revenir ensuite sur ses pas, en présence des protestations qui se sont élevées parmi les populations civilisées. Nous craignons, toutefois, qu'il soit plus difficile de faire révoquer l'ordre qui a été donné pour l'expulsion des jésuites de l'empire allemand, bien que ce procédé soit universellement qualifié d'arbitraire et de vexatoire ; mais, devant l'empereur Guillaume, les immunités religieuses ne sont pas plus respectées que les immunités civiles et politiques.

Aux Etats-Unis, à part la dernière crise monétaire, qui n'a eu qu'un effet local, les choses en sont à peu près au même point que lors de notre dernière revue. L'attention principale est dirigée du côté des élections qui approchent, et dont le résultat final paraît, de jour en jour, devenir plus favorable à Horace Greely. Cette attention a été néanmoins distraite un moment par le rapport de l'expédition de M. Stanley, correspondant anglais du *Herald* de New-York, envoyé à la recherche du célèbre voyageur le Dr. Livingstone. M. Stanley prétend avoir trouvé le Dr. au milieu d'une tribu sauvage de l'Afrique centrale, à Ujiji. Il produit des lettres et d'autres écrits au soutien de son assertion, et donne un récit très-intéressant de son long et dangereux voyage. Certains journaux, cependant, pour d'excellentes raisons en apparence, ont nié l'exactitude des faits rapportés par M. Stanley, et ont fait des insinuations assez offensantes même pour ce dernier. De là des discussions qui ont captivé les attentions pendant quelques semaines, en Angleterre et aux Etats-Unis, et qui sont en voie de tomber maintenant, sans avoir apporté aucune lumière sur le sujet. C'est un fait regrettable, car les voyages et les travaux du Dr. Livingstone, sont destinés, s'il les poursuit jusqu'au bout, à faire faire un grand pas à la science, et tout ce qui le concerne mérite le respect et l'attention publiques.

Notre bulletin nécrologique, pour ce mois, est heureusement peu chargé ; il s'est fait parmi nous, cependant, plusieurs vides sensibles, et quelques personnages éminents, à l'étranger, sont aussi disparus de la scène. Nous apprenions avec regret, le 2 de ce mois, la mort de M. William Burns Lindsay, arrivée à Ottawa. M. Lindsay était un homme d'une instruction supérieure et d'une habileté reconnue. Il a écrit plusieurs ouvrages de mérite. Depuis 1862, il remplissait les importantes fonctions de greffier de l'Assemblée législative,